

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Me Séraphin Ndaot Rembogo : "Louis Ingongui est un militant instable"

ENA
Libreville/Gabon

Suite à la démission du secrétaire général du PDS, Louis Ingongui, les hiérarques de ce parti ont réagi. Notamment son premier responsable, Me Séraphin Ndaot Rembogo. Sans être une surprise pour le président du PDS (Parti pour le développement et la solidarité sociale), la démission de son secrétaire général, également directeur de cabinet du président du CND était d'autant prévisible que lui-même a dû prendre les devants pour échapper à certaines sanctions envisagées contre lui.

Ainsi, il a énuméré, sans être exhaustif, les véritables raisons de cette démission : "des propos indignes lors d'une affaire de perdiems pour une commission mise en place par le président du parti où il a vociféré publiquement. Malgré l'intervention des cadres du parti pour lui faire entendre raison, il est sorti en claquant violemment la porte". Informé de ce geste, le président du parti a jugé que "ce comportement indigne de l'un des plus hauts responsables de la formation n'était plus compatible avec les fonctions de secrétaire gé-

ral qu'il exerçait". Et d'ajouter : "Connaissant la rigueur de son chef et pressentant une lourde sanction disciplinaire, il a préféré prendre les devants et faire cette démission spectaculaire".

Entre autres, cite-t-il, "sur le plan de ses fonctions de directeur de cabinet, avec d'autres cadres du CND, il avait entrepris des démarches en vue du règlement de cinq années de leurs arriérés de salaire. Ingongui avait demandé 100 millions de francs. Et comme la procédure est en train d'aboutir, il a préféré partir pour ne pas avoir à se soumettre aux dispositions du parti qui exigent des cadres le paiement des cotisations". Tout en reconnaissant que "c'est un intellectuel avec une belle plume (un mérite qu'il faut lui reconnaître), depuis huit ans de présence au parti, il n'a pas pu former une cellule de 10 personnes. Un bilan politique insuffisant corroboré par le fiasco de sa participation à l'échéance des dernières élections législatives et locales où il n'a obtenu que 55 voix sur 4667 de suffrages exprimés".

Mais Louis Ingongui n'est pas à une démission près. "Après avoir quitté le PDG, le CLR de Jean Boniface Asselé, l'UGDD



Photo: VM

Me séraphin Ndaot Rembogo ne s'est pas montré tendre à l'endroit de son secrétaire général démissionnaire.

de Zacharie Myboto, et après sa cofondation du Fundu avec Borobou Epembia, il quitte au-

jourd'hui le PDS. En fait, c'est un militant instable de tous les partis", estime Me Séraphin Ndaot

Rembogo qui lui souhaite "un peu plus de stabilité dans le parti qui va l'accueillir".

Miroir du gouvernement

Dos au mur!

DANS les tout prochains jours, la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, devrait rendre publics les contours de la nouvelle stratégie nationale de riposte contre la Covid-19. D'autant qu'au cours de la séance de travail qu'il a présidée, vendredi dernier, au palais de la présidence de la République, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, face à la troisième vague à laquelle est confronté notre pays, n'a pas manqué de tirer la sonnette d'alarme en mettant en avant la nécessité "d'ajuster notre riposte". Pour ainsi dire, la stratégie actuelle n'est plus adaptée à la situation. Au point que le gouvernement semble dépassé par la tournure des événements. Le constat amer fait par le chef de l'État lui a inspiré une invite aux acteurs de la gestion du Covid-19 au Gabon à revoir leur copie. Si gouverner c'est prévoir, vivement que la nouvelle stratégie attendue soit adaptée à l'évolution épidémiologique du moment. Aux membres de l'équipe gouvernementale de se hâter pour ralentir la saignée et trouver des réponses

propices.

Même si, il faut l'avouer, les populations ont leur part de responsabilité. Lassées de vivre sous cloche depuis plus d'un an, elles respectent de moins en moins les mesures barrières. Les récentes descentes du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Lambert Noël Matha, de la Défense nationale, Michaël Moussa Adamo, et de la Santé, le Dr Guy-Patrick Obiang Ndong, dans certains quartiers de Libreville, aux heures du couvre-feu, ont révélé bien des limites de la stratégie gouvernementale. D'autant plus que dans le même temps, un débat autour du caractère obligatoire ou non de la vaccination, est venu semer le trouble dans l'esprit de plus d'un citoyen.

Bref, le gouvernement doit agir avec célérité. Car la pandémie n'attend pas. Le nombre de contaminations est en hausse. Si on n'y prend pas garde, préviennent certains experts, les hôpitaux pourraient être saturés dans les semaines à venir.

Les déclarations d'autosatisfaction du gouvernement doivent donc céder la place à une stratégie appropriée, plus inclusive en suscitant, autant que nécessaire, l'adhésion des populations. Histoire de les convaincre que l'on ne doit nullement relâcher l'attention. Et que c'est ensemble, main dans la main, que notre pays pourra venir à bout de cette pandémie. Car, jusqu'à présent, la stratégie gouvernementale semble être "plus répressive que participative".

Il revient donc à la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, et aux ministres sectoriels (Intérieur, Défense nationale, Affaires étrangères, Santé, etc.) de traduire en actes la volonté du chef de l'État. Sans en avoir le choix, ils sont dos au mur.

J.KOMBILE MOUSSAVOU